

BSE plus ADR gleich Entwicklungshilfe

Nicht nur die drei Buchstaben BSE stehen für Wahnsinn, sondern auch die des 5/6-Kürzel ADR. Ihr ausgeprägtes Maß an politischer Kompetenz wussten die Populisten mit dem kernigen Vorschlag zu unterstreichen, doch die unverkäuflichen Rindfleischberge zu Dumpingpreisen in die Dritte Welt zu verscherbeln. Die Hungernden und Armen würden die missionarische Geste sicher zu schätzen wissen.

Ungewöhnlich scharf reagiert die Drittwelt-Lobby der ASTM auf den Vorschlag. Schließlich habe Mehlers FLB bereits vor drei Jahren einen "Verzicht auf für die Bauern der Dritten Welt ruinösen Dumpingexporte" und "Einschränkung der riesigen, umweltbelastenden und sinnlosen Nahrungsmitteltransporte" gefordert. "Wir müssen dafür sorgen, dass die Bauern der Dritten Welt gerechte Preise für ihre Produkte erhalten, um von ihrer Arbeit leben zu können", schlussfolgert die ASTM.

Am Rande sei noch vermerkt, dass der unbedarfte Minister Boden auf der Tribüne zugab, einen ähnlichen Vorschlag im europäischen Rat gemacht zu haben und sich jetzt noch verwundert zeigte, wieso keine seiner KollegInnen seinem Vorschlag folgte. Wenn Ministerkollege Goerens in Kürze sein Weiterbildungsinstitut in Sachen Entwicklungspolitik einrichtet, sollte er als erstes einen Einführungskurs "Welthunger für Dummies" vorsehen.

Où est passée la leçon perdue?

Un large ribambelle d'associations oeuvrant dans le domaine de l'éducation primaire s'est posé la question de ce qui advient de la fameuse 29e heure, celle dont les élèves étaient libérés suite à la décision de la ministre de réduire le temps scolaire afin de permettre aux communes d'introduire de nouveaux rythmes scolaires.

Depuis des décennies, le nombre de leçons en classe ne cesse de décroître tandis que la surcharge de matière ne bouge pas d'un pouce. Est-ce que l'enseignement est de plus en plus "outsourcé" vers le foyer familial, du moins vers les parents qui ont le temps et la compétence de jouer à l'enseignant-e privé-e? Lesdites associations invitent Mme Brasseur à faire effectuer, conjointement à l'enquête sur les rythmes scolaires, un sondage auprès des concernés-e-s au sujet des effets de la réduction du temps scolaire sur la (sur)charge des élèves, des enseignant-e-s et des parents.

Lors de l'heure de question du Parlement, la ministre Brasseur restait vague sur une question des Verts et se limitait à citer quelques menus travaux qui viseraient à évaluer les besoins d'un toilettage des programmes suivant le mot d'ordre "wéineger ass heienso méi". L'offensive scolaire perdue dans la 29e heure?

Asile et départs volontaires

Dans une question parlementaire au sujet du règlement grand-ducal sur l'aide sociale conférée aux personnes réfugiées attendu depuis 1996, Renée Wagener voulait savoir de la ministre de la Famille pourquoi ce dernier tardait tellement à être mis en vigueur. On lui répond qu'un avant-projet de règlement grand-ducal sur l'aide sociale a été élaboré par le service compétent du Commissariat du Gouvernement aux étrangers, "suite à maintes consultations internes" et qu'il sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement encore ce mois-ci. Quant à la situation des réfugiés-e-s de la République fédérale de la Yougoslavie après l'avènement d'un nouveau régime, les réponses à des questions des député-e-s Jos Scheuer et Lydie Err donnent quelques renseignements. D'abord le ministère de la Justice tient à préciser qu'il n'y a eu "à ce jour" aucun rapatriement forcé vers le Monténégro. Les chiffres des retours volontaires - "volontarisés" selon certain-e-s - sont les suivants: Serbie - 20 personnes sont partis, huit autres ont annoncé leur retour volontaire; Kosovo - 386 personnes, 20 retours annoncés; Monténégro - 43 personnes, 137 retours annoncés. Quant aux personnes ayant bénéficié d'une autorisation d'occupation temporaire en date du 15 juin 2000, elles ont été "réintégrées dans le statut 'commun' des demandeurs d'asile" et recevront donc probablement leur "invitation" à quitter le territoire luxembourgeois dans les jours, mois ou années à venir.

CENTRE (AUDIOVISUEL) RÉGIONAL

Enfin... mais!

Au bout d'un calvaire long d'une décennie, le CNA sort enfin de l'ermitage en couvent pour aboutir en concubinage avec la culture locale.

(roga) - Dans la série des pharaoniques palais culturels à être érigés dans notre pays, surtout au Kirchberg, cet édifice nouveau consacré au Centre National de l'Audiovisuel fait plutôt dans la modestie. A peine 1,6 milliards pour la synergie pragmatique entre le CNA et le centre culturel dudelangeois, ceci après moultes coupes financières.

Parent pauvre

Premier institut culturel à être décentralisé, le CNA est longtemps resté le parent pauvre de ses confrères de la capitale. Bénéficiant d'une dotation budgétaire très modeste par rapport aux enjeux de l'audiovisuel tels qu'ils sont avancés dans les discours du dimanche, le jeune institut s'est vu logé dans les locaux exigus et moroses de l'ancien

couvent de Dudelange. De plus, une cohabitation avec la Fondation Pro Familia, compromis houleux avec le lobby chrétien social, a longtemps freiné l'essor du centre. Une lueur d'espoir nourrie par l'acquisition de l'ancien cinéma Roxy tout proche s'est rapidement éteinte suite à des litiges avec un autre propriétaire. A la fin du périple, une solution de rechange débouchant sur un édifice nouveau, en cohabitation avec le centre culturel local, a été retenue en 1997. Mais il a fallu encore trois ans pour que le projet finalisé pût être présenté à la presse.

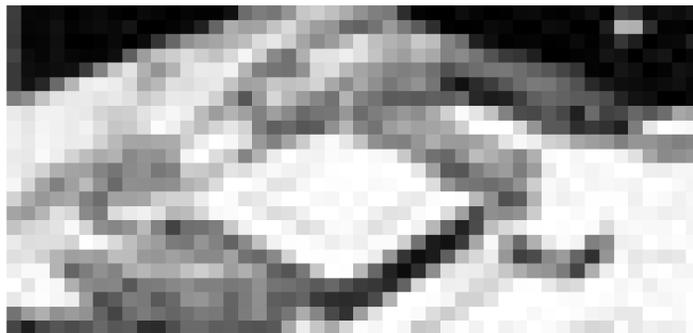
Différents sites auraient été considérés avant que les responsables n'aient retenu celui dudit "Schnauzelach". Un autre de ces fameux "Lächer" de Dudelange, et il n'est pas surprenant de trouver un poste de budget de 100 millions consacré à la "décontamination et préparation du terrain".

Autre histoire interminable que celle du centre culturel local qui fait toujours défaut dans une ville qui aime s'entourer d'une gloriole d'épicentre culturel. Présent depuis belle lurette dans tous les dépliants électoraux des socialistes locaux, le projet a toujours été remis aux calendes grecques, les infrastructures sportives ayant eu la priorité avant la culture. Finalement, le bourgmestre a profité de la souche dudelangeoise de la ministre de la culture pour sauter sur le marchepied. En ef-

fet, dans le cadre de cette cohabitation inhabituelle, la ville va bénéficier d'une bonne partie des installations et payer seulement 600 mio sur les 1,6 mia en tout. En fait, le cofinancement étatique aidant, la ville va contribuer avec 300 mio au centre. Une goutte amère tout de même: la bibliothèque municipale ne va pas trouver refuge dans ce complexe, elle restera cloîtrée dans des locaux exigus. En plus sera-t-elle orientée vers la bande dessinée, autre signe de l'illettrisme chronique des responsables socialistes.

Le site choisi n'est à première vue pas le meilleur possible. D'autres avaient proposé un site plus central aux abords de la "place rouge". En fait, le site actuel va encore accentuer les problèmes de circulation catastrophiques à Dudelange, puisqu'il est irréaliste de penser que les visiteurs des salles de cinéma et de spectacle prendront l'heureuse habitude de se déplacer à pied ou en bus vers ce site excentrique.

A long terme toutefois, le site permettrait une extension des activités autour des étangs et des anciens hangars de l'Arbed. A condition que la locomotive du CNA puisse être utilisée comme pépinière de nouvelles entreprises du secteur audiovisuel. Pour cela, il serait intéressant de discuter le rôle d'un CNA amélioré dans une telle dynamique. Discussion de contenu, plus difficile à démarrer qu'une dispute de sites.

**NACHHALTIGKEIT**

Zur Floskel degradiert

Das "Développement durable" verkommt zum oft zitierten Modewort, hinter dem Bremser in Politik und Wirtschaft ihren Unwillen zur umweltgerechten Veränderung verstecken.

Siehe auch Kommentar auf Seite 8.

(ik) - Dass ausgerechnet die Umweltkommission des luxemburgischen Parlaments gegen das Prinzip des gemeinsamen Dialogs beim Thema Nachhaltigkeit verstoßen würde, hatte wohl niemand erwartet. Entsprechend empört reagierten die Umweltverbände Greenpeace und Mouvement écologique (Méco) auf das Hearing zur Nachhaltigen Entwicklung, das vor fast zwei Wochen unter Ausschluss der Öffentlichkeit stattfand. Von "Partizipation der Zivilgesellschaft", wie in der Deklaration der Umwelt- und Entwicklungskonferenz in Rio 1992 festgeschrieben, könne keine Rede sein, kritisierte Greenpeace-Geschäftsführer Pascal Husting die Umweltkommission.

Die Vorgehensweise sei keine Absicht gewesen, erklärte Kommissionspräsident Emile Calmes (DP) gegenüber der WOXX. Man werde auf der nächsten internen Sitzung den Vorgang prüfen. Kommissionsmitglied Alex Bodry (LSAP) hält ein zweites, öffentliches Hearing für wahrscheinlich. Möglicherweise greift das Gremium dann sogar die Forderung des Méco nach "zivilgesellschaftlichen Diskussionsforen" auf.

Doch bevor eine gesellschaftliche Debatte über nachhaltige

Entwicklung erfolgen kann, müssen sich die Beteiligten erst einmal grundsätzlich über den Begriff Nachhaltigkeit klar werden. "Es gibt de facto keinen Konsens, was wir in Luxemburg unter Nachhaltigkeit verstehen", lautet das Fazit der Méco-Generalsekretärin Blanche Weber angesichts unterschiedlicher, teilweise konträrer Stellungnahmen aus Handwerkerkammer, Wirtschafts- und Verkehrsministerium sowie dem Umweltministerium. Auf einer Pressekonferenz im Umweltcenter am vergangenen Freitag warf Weber Politikern und Wirtschaftsvertretern vor, den Begriff der Nachhaltigkeit als "politische Floskel" zu missbrauchen, um damit ein "Fortführen traditioneller Politiktendenzen zu rechtfertigen". Als Beleg nannte die Umweltschützerin das umstrittene österreichische Unternehmen Kronospan, vom Wirtschaftsministerium für seine praktizierte nachhaltige Entwicklung gelobt. Umweltorganisationen bezweifeln seit Jahren, dass das Unternehmen gängige Umweltstandards einhält.

Auch die fehlende Quantifizierung künftiger CO₂-Emissionen im Transportbereich, die Ausrichtung am Bruttosozialprodukt als alleinigen Maßstab für

wirtschaftliche Entwicklung oder das Stiefkind biologische Landwirtschaft gäben Anlass zu Bedenken.

In der Tat scheint die Umsetzung des Nationalen Plans zur Nachhaltigen Entwicklung nicht im Interesse der politisch Verantwortlichen zu liegen: Nicht nur, dass es an überzeugenden Maßnahmen in verschiedenen Politikbereichen fehlt, auch konzeptuell steht das Projekt "Développement durable" auf schwachen Beinen: Bis heute existiert die geplante "Nachhaltigkeits-Kommission" nur auf dem Papier. Damit gibt es de facto keine Stelle, die ausdrücklich die Nachhaltigkeit überwacht. Das zuständige Umweltministerium ist chronisch überlastet - zudem mangelt es ihm an entsprechendem Fachpersonal, wie sich an einigen Lücken in seinem Bericht ablesen lässt.

Wozu aber auch Kontrolle, wenn Regierung und Präsident der Umweltkommission eh lieber auf freiwillige Selbstverpflichtungen der Wirtschaft in puncto Nachhaltigkeit setzen? Ein Blick rüber nach Deutschland zeigt, wie sinnlos ein solches Unterfangen ist: Dort hatten sich führende Unternehmer selbst verpflichtet, Energie zu sparen und weniger Abgase zu produzieren. Doch Energieverbrauch und Industrieemissionen stiegen drastisch an - jetzt droht Umweltminister Jürgen Trittin mit Sanktionen und weiteren gesetzlich festgeschriebenen Umweltstandards.